

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Terrasse-Vaudreuil

Code géographique : 71075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Ronald Kelley, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Terrasse-Vaudreuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date _____

2016-03-15

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2016-03-15

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 171 165	2 231 874	2 236 710			2 236 710
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 299	38 382	36 698			36 698
Quotes-parts	3					177 030	
Transferts	4	18 235	34 812	35 260		534	35 794
Services rendus	5	88 098	75 561	58 757		652	59 409
Imposition de droits	6	81 379	63 130	70 184			70 184
Amendes et pénalités	7	2 096	4 000	5 118			5 118
Intérêts	8	20 407	10 000	27 636		863	28 499
Autres revenus	9	12 465	25 062	24 889			24 889
	10	2 414 144	2 482 821	2 495 252		179 079	2 497 301
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17						
	18	2 414 144	2 482 821	2 495 252		179 079	2 497 301
Charges							
Administration générale	19	541 355	571 397	578 418	7 358		585 776
Sécurité publique	20	475 461	448 532	481 728	78 196		559 924
Transport	21	289 446	335 797	314 300	35 737		350 037
Hygiène du milieu	22	673 422	669 727	659 360	144 319	166 667	793 316
Santé et bien-être	23	13 391	13 392	13 390			13 390
Aménagement, urbanisme et développement	24	76 536	100 995	99 686			99 686
Loisirs et culture	25	227 336	236 156	229 193	14 222		243 415
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	18 529	41 281	36 305		14 452	50 757
Amortissement des immobilisations	28	242 284	241 415	279 832	(279 832)		
	29	2 557 760	2 658 692	2 692 212		181 119	2 696 301
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(143 616)	(175 871)	(196 960)		(2 040)	(199 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(143 616)	(175 871)	(196 960)	(2 040)	(199 000)
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(143 616)	(175 871)	(196 960)	(2 040)	(199 000)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	242 284	241 415	279 832	44 944	324 776
Produit de cession	5			5 219		5 219
(Gain) perte sur cession	6			(815)		(815)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	242 284	241 415	284 236	44 944	329 180
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(42 007)	(36 658)	(52 758)	(59 923)	(112 681)
	18	(42 007)	(36 658)	(52 758)	(59 923)	(112 681)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(19 421)	()	()	(145)	(145)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	82 739		64 955	3 663	68 618
Excédent de fonctionnement affecté	21	50 000		25 469	18 676	44 145
Réserves financières et fonds réservés	22	(29 028)	(28 886)	(21 324)	(1 733)	(23 057)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	14		625	(835)	(210)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	84 304	(28 886)	69 725	19 626	89 351
	26	284 581	175 871	301 203	4 647	305 850
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	140 965		104 243	2 607	106 850

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1						
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(2 387)	()	()	(14 588)	()	(14 588)
Sécurité publique	3	(1 241 336)	()	()	(58 148)	()	(58 148)
Transport	4	(101 419)	()	()	(13 233)	()	(13 233)
Hygiène du milieu	5	(4 064)	()	()	()	(3 194)	(3 194)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(11 289)	()	()	(451 480)	()	(451 480)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(1 360 495)	()	()	(537 449)	(3 194)	(540 643)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	263 600			1 339 000		1 339 000
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	19 421				145	145
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	99 715			109 930		109 930
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17	8 743			93 471	3 049	96 520
	18	127 879			203 401	3 194	206 595
	19	(969 016)			1 004 952		1 004 952
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(969 016)			1 004 952		1 004 952

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(143 616)		(175 871)		(196 960)	(2 040)	(199 000)
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(1 360 495)	()	()	(537 449)	(3 194)	()	(540 643)
Produit de cession	3				5 219			5 219
Amortissement	4	242 284		241 415	279 832	44 944		324 776
(Gain) perte sur cession	5				(815)			(815)
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(1 118 211)		241 415		(253 213)	41 750	(211 463)
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9						325	325
Variation des autres actifs non financiers	10	(65 881)			44 252	(13)		44 239
	11	(65 881)			44 252	312		44 564
	12	(1 327 708)		65 544	(405 921)	40 022		(365 899)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 327 708)		65 544	(405 921)	40 022		(365 899)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(333 144)			(1 647 768)	(474 964)		(2 122 732)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	13 084						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(320 060)			(1 647 768)	(474 964)		(2 122 732)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(1 647 768)			(2 053 689)	(434 942)		(2 488 631)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	255 996		88 356	88 356
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	304 411	437 583	18 749	465 517
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	560 407	437 583	107 105	553 873
PASSIFS					
Découvert bancaire	10		2 716		2 716
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 222 623	338 695		338 695
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	333 217	217 544	25 371	252 100
Revenus reportés (note 12)	13	10 862	4 602		4 602
Dette à long terme (note 13)	14	641 473	1 927 715	516 676	2 444 391
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	2 208 175	2 491 272	542 047	3 042 504
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 647 768)	(2 053 689)	(434 942)	(2 488 631)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	6 636 687	6 889 900	964 853	7 854 753
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	2 357	2 357	1 825	4 182
Autres actifs non financiers (note 17)	21	92 535	48 283	3 757	52 040
	22	6 731 579	6 940 540	970 435	7 910 975
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	222 099	151 457	60 859	212 316
Excédent de fonctionnement affecté	24	25 469		3 440	3 440
Réserves financières et fonds réservés	25	110 149	49 107	15 204	64 311
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(627)	(2)	()	(2)
Financement des investissements en cours	27	(1 269 747)	(275 900)	(819)	(276 719)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 995 214	4 962 185	456 809	5 418 994
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	5 083 811	4 886 851	535 493	5 422 344

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(143 616)	(196 960)	(2 040)	(199 000)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	242 284	279 832	44 944	324 776
Autres					
- Gain sur cession	3		(815)		(815)
- Redressement (note 20)	4	13 084			
	5	111 752	82 057	42 904	124 961
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	139 730	(133 172)	5 395	(143 540)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	80 508	(115 673)	446	(99 464)
Revenus reportés	9	(14 334)	(6 260)		(6 260)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12			325	325
Autres actifs non financiers	13	(65 881)	44 252	(13)	44 239
	14	251 775	(128 796)	49 057	(79 739)
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(1 360 495)	(537 449)	(3 194)	(540 643)
Produit de cession	16		5 219		5 219
	17	(1 360 495)	(532 230)	(3 194)	(535 424)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	()	()	()	()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	263 600	1 339 000		1 339 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(42 007)	(52 758)	(63 888)	(116 646)
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 134 123	(946 723)		(946 723)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27			1 795	1 795
Autres					
-	28				
-	29				
	30	1 355 716	339 519	(62 093)	277 426
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	246 996	(321 507)	(16 230)	(337 737)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	9 000	255 996	104 586	360 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	255 996	(65 511)	88 356	22 845

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	743 633	830 272	786 851	43 576	830 427
Charges sociales	2	156 452	181 118	177 220	10 511	187 731
Biens et services	3	986 572	931 725	1 000 499	67 636	1 068 135
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	16 114	38 246	33 638	13 918	47 556
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				534	534
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	2 415	3 035	2 667		2 667
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	336 093	344 871	340 724		163 694
Autres	10					
Autres organismes	11	73 435	87 460	70 781		70 781
Amortissement des immobilisations	12	242 284	241 415	279 832	44 944	324 776
Autres						
- Dommages et intérêts	13	762	550			
-	14					
-	15					
	16	2 557 760	2 658 692	2 692 212	181 119	2 696 301

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	2 231 874	2 236 710	2 171 165
Compensations tenant lieu de taxes	2	38 382	36 698	20 299
Quotes-parts	3			
Transferts	4	35 353	35 794	19 009
Services rendus	5	75 561	59 409	88 098
Imposition de droits	6	63 130	70 184	81 379
Amendes et pénalités	7	4 000	5 118	2 096
Intérêts	8	10 000	28 499	21 488
Autres revenus	9	25 062	24 889	12 465
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 483 362	2 497 301	2 415 999
Charges				
Administration générale	12	576 888	585 776	546 846
Sécurité publique	13	490 376	559 924	517 305
Transport	14	374 426	350 037	328 074
Hygiène du milieu	15	791 681	793 316	778 393
Santé et bien-être	16	13 392	13 390	13 391
Aménagement, urbanisme et développement	17	100 995	99 686	76 536
Loisirs et culture	18	247 288	243 415	239 338
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	55 672	50 757	34 978
	21	2 650 718	2 696 301	2 534 861
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(167 356)	(199 000)	(118 862)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 595 875	5 727 122
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		25 469	13 084
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 621 344	5 740 206
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 422 344	5 621 344

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(167 356)	(199 000)	(118 862)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	540 643 ) (	1 363 213)
Produit de cession	3		5 219	
Amortissement	4	286 055	324 776	287 178
(Gain) perte sur cession	5		(815)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	286 055	(211 463)	(1 076 035)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		325	632
Variation des autres actifs non financiers	10		44 239	(69 625)
	11		44 564	(68 993)
	12	118 699	(365 899)	(1 263 890)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	118 699	(365 899)	(1 263 890)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 122 732)	(871 926)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			13 084
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 122 732)	(858 842)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(2 488 631)	(2 122 732)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	88 356	360 582
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	465 517	321 977
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	553 873	682 559
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	2 716	
Emprunts temporaires (note 10)	11	338 695	1 222 623
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	252 100	351 564
Revenus reportés (note 12)	13	4 602	10 862
Dette à long terme (note 13)	14	2 444 391	1 220 242
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	3 042 504	2 805 291
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(2 488 631)	(2 122 732)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	7 854 753	7 643 290
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	4 182	4 507
Autres actifs non financiers (note 17)	21	52 040	96 279
	22	7 910 975	7 744 076
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	5 422 344	5 621 344

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(199 000)	(118 862)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	324 776	287 178
Autres			
- Gain sur cession	3	(815)	
- Redressement (note 20)	4		13 084
	5	124 961	181 400
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(143 540)	139 065
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(99 464)	76 769
Revenus reportés	9	(6 260)	(14 334)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	325	632
Autres actifs non financiers	13	44 239	(69 625)
	14	(79 739)	313 907
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(540 643)	(1 363 213)
Produit de cession	16	5 219	
	17	(535 424)	(1 363 213)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	1 339 000	263 600
Remboursement de la dette à long terme	25	(116 646)	(94 293)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(946 723)	1 132 709
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	1 795	(971)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	277 426	1 301 045
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(337 737)	251 739
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	360 582	108 843
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	22 845	360 582

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est organisée et existe en vertu des lois de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La municipalité est responsable des activités municipales à caractère local.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La municipalité est responsable d'environ 1,19% des sommes à répartir entre les municipalités.

La municipalité fait également partie de la Communauté métropolitaine de Montréal regroupant 63 municipalités. La Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences suivantes :

- l'aménagement du territoire
- le développement économique
- le logement social
- les équipements, les infrastructures, les services et activités à caractère métropolitain
- le transport en commun
- le réseau artériel métropolitain
- la planification de la gestion des matières résiduelles
- l'assainissement de l'atmosphère
- l'assainissement des eaux usées.

La Communauté métropolitaine de Montréal a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur le 1er janvier 2001. Les dépenses de la Communauté métropolitaine de Montréal, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. Au cours de l'exercice 2015, la municipalité a assumé une quote-part de 28 460 \$, incluant la contribution que la municipalité doit verser à son OMH à l'égard des logements à loyer modique, soit 10% du déficit d'exploitation en conformité avec le contrat conclu avec la Société d'habitation du Québec et l'office concerné.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie de l'eau de L'Île-Perrot.

Les comptes de la municipalité et de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot pour l'exercice est de 7,62 % pour la consommation et de 6,01 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 7,68 % et 6,01 % en 2014.

En 2014, la municipalité participait aussi au partenariat suivant: la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'Île-Perrot. Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de cette régie, pour l'exercice 2014, était de 5,08%. Les comptes de cette régie n'étaient pas consolidés car les soldes n'étaient pas significatifs par rapport à la quote-part déjà incluse dans les états financiers.

Le 2 décembre 2014, une entente modifiant l'entente relative à la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'Île-Perrot a été signée afin de prévoir que la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil ne fait plus partie de cette régie.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil excluant l'organisme qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

S/O

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes:

Infrastructures	Linéaire	10, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	15, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 ans
Véhicules - Régie de l'eau de L'île-Perrot	Dégressif	30 %

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité et la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement

3. Modification de méthodes comptables

Sites contaminés

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de l'organisme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	62 845	25 331
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	101 896	103 797
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	171 756	106 372
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	109 653	69 616
Organismes municipaux	8	47 927	
Autres			
- Entreprises et individus	9	27 241	35 939
- Intérêts courus	10	7 044	6 253
	11	465 517	321 977
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	13 738	17 703
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	13 738	17 703
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 782	1 782
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 35 573	29 727
Autres régimes (REER et autres)	31	6 690
Régimes de retraite des élus municipaux	32 11 432	10 872
	33 47 005	47 289

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 350 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, le solde de cette marge de crédit s'élevait à 62 795\$ (NIL en 2014).

De plus, au cours de l'exercice, la municipalité a négocié une nouvelle marge de crédit autorisée à 275 900\$ (1 375 000 \$ en 2014) au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, cette marge était utilisée au montant de 275 900\$ (1 222 623\$ en 2014). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	76 594	100 806
Salaires et avantages sociaux	38	96 136	93 713
Dépôts et retenues de garantie	39	32 850	120 720
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Organismes municipaux	43	20 192	23 382
- Intérêts courus dette LT	44	21 582	8 314
- Autres courus et passifs	45	4 746	4 629
-	46		
-	47		
	48	252 100	351 564

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	4 602	5 744
Transferts	50		
Autres			
- Excédent actuariel CARRA	51		2 926
- Autres	52		2 192
	53	4 602	10 862

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,95	7,49	2016	2040	54	2 449 497	1 218 285
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		8 858
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	2 449 497	1 227 143
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(5 106)	(6 901)
					64	2 444 391	1 220 242

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2016	65	73	119 572	81	90	98	119 572
2017	66	74	105 103	82	91	99	105 103
2018	67	75	108 404	83	92	100	108 404
2019	68	76	103 846	84	93	101	103 846
2020	69	77	105 871	85	94	102	105 871
2021 et +	70	78	1 906 701	86	95	103	1 906 701
	71	79	2 449 497	87	96	104	2 449 497
Intérêts et frais accessoires			88	()		105	()
	72	80	2 449 497	89	97	106	2 449 497

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(2 488 631)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(2 488 631)
		(2 122 732)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	3 009 347	139		166		193	3 009 347
Eaux usées	112	2 920 012	140		167		194	2 920 012
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	716 455	141	13 233	168		195	729 688
Autres	114	1 577 288	142		169		196	1 577 288
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	251 903	144	1 327 222	171		198	1 579 125
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	845 652	146	241	173	28 087	200	817 806
Ameublement et équipement de bureau	119	39 937	147	41 804	174	6 803	201	74 938
Machinerie, outillage et équipement divers	120	160 048	148	42 462	175	14 954	202	187 556
Terrains	121	317 109	149	23 132	176		203	340 241
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>9 837 751</u>	151	<u>1 448 094</u>	178	<u>49 844</u>	205	<u>11 236 001</u>
Immobilisations en cours	124	<u>1 272 340</u>	152	<u>(907 451)</u>	179		206	<u>364 889</u>
	125	<u>11 110 091</u>	153	<u>540 643</u>	180	<u>49 844</u>	207	<u>11 600 890</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	791 884	154	78 115	181		208	869 999
Eaux usées	127	863 154	155	107 697	182		209	970 851
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	210 858	156	17 972	183		210	228 830
Autres	129	1 009 959	157	7 071	184		211	1 017 030
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	160 060	159	39 481	186		213	199 541
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	334 001	161	46 414	188	25 278	215	355 137
Ameublement et équipement de bureau	134	20 394	162	9 849	189	5 208	216	25 035
Machinerie, outillage et équipement divers	135	76 491	163	18 177	190	14 954	217	79 714
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>3 466 801</u>	165	<u>324 776</u>	192	<u>45 440</u>	219	<u>3 746 137</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>7 643 290</u>					220	<u>7 854 753</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	46 228	84 046
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	238	5 812	5 472
- Maintien de l'inventaire	239		6 761
	240	52 040	96 279

Note**18. Obligations contractuelles**

Enlèvement de la neige

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans échéant en 2017 pour l'enlèvement de la neige. Les versements nets à effectuer relativement à ce contrat au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2016	56 693 \$
2017	45 355 \$

Enlèvement et destruction des ordures

La municipalité a signé un contrat d'une durée de trois ans échéant en 2016 pour l'enlèvement et la destruction des ordures au montant total net de 173 400\$, redevances en sus. Les versements à effectuer au cours du prochain exercice sont les suivants:

2016	86 700 \$
------	-----------

Plan de prévention incendie

La municipalité a accepté l'offre de services du Plan de prévention incendie du service de Sécurité incendie de L'Île-Perrot pour une période de 5 ans, soit du 17 juin 2011 au 17 mai 2016 au montant annuel de 12 000 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

Au cours de l'exercice, la municipalité s'est engagée, en vertu du contrat d'achat d'un bâtiment, à utiliser, en tout temps, l'immeuble uniquement à une fin communautaire et/ou au profit exclusif des citoyens de la municipalité, et ce pour un minimum de dix ans.

À défaut pour la municipalité de maintenir en tout temps l'usage communautaire et/ou au profit exclusif des citoyens de la municipalité ou si elle aliénait l'immeuble en faveur d'un acquéreur éventuel pendant ladite période de dix ans, elle s'engage à verser aux intervenants identifiés dans le contrat, une indemnité compensatoire dont les modalités de calcul sont définies dans la convention signée entre les parties.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2014 et au 1er janvier 2015, le solde de l'excédent de fonctionnement affecté a été redressé de montants respectifs de 13 084 \$ et de 25 469 \$ afin de reclasser les revenus de taxes de secteur liés à des charges d'intérêt et au remboursement en capital dont le déboursé aura lieu dans un exercice ultérieur. Au 31 décembre 2015, le redressement s'est présenté comme suit :

État de la situation financière

Revenus reportés	25 469 \$
Excédent de fonctionnement affecté	(25 469 \$)

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

	2015	2014
Encaisse	241 88 356	360 582
Découvert bancaire	242 (2 716)	()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
- Marge de crédit opérations	248 (62 795)	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 22 845	360 582

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26. Emprunts temporaires de la Régie

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 12 587 900 \$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, cette marge de crédit n'était pas utilisée (0 \$ en 2014). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014 et 2015, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 212 316	222 099
Excédent de fonctionnement affecté	2 3 440	109 500
Réserves financières et fonds réservés	3 64 311	126 669
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ((2)) (208)	
Financement des investissements en cours	5 (276 719)	(1 270 566)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 5 418 994	6 433 850
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 5 422 344	5 621 344
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 151 457	222 099
Organismes contrôlés	10 60 859	
	11 212 316	222 099
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Excédent-taxation règlements	12	25 469
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21	25 469
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Régie de l'eau de l'Île-Perrot	22 3 440	84 031
-	23	
-	24	
	25 3 440	84 031
	26 3 440	109 500
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 53 206	119 107
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	7 562
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 11 105	
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 64 311	126 669
	46 64 311	126 669

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () (
Intérêts sur la dette à long terme	48 (	(2)) (
208)		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () (
Régimes non capitalisés	50 () (
50)		
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes non capitalisés	53 () (
53)		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () (
55)		
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () (
Utilisation du fonds de roulement	57 () (
57)		
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () (
58)		
Autres		
-	59 () (
-	60 () (
60)		
61 (	(2) ) (	208)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () (
Autre financement	63 () (
63)		
64 (	(2) ) (	208)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (	276 719) (
67	(276 719)	(1 270 566)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68	7 854 753
7 854 753		
Propriétés destinées à la revente	69	7 643 290
7 643 290		
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
71		
Participations dans des entreprises municipales	72	
72		
73	7 854 753	7 643 290
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74	2 444 391
2 444 391		
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	5 106
5 106		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (	13 738) (
13 738)		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () (
77)		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () (
78)		
79	2 435 759	1 209 440
Dette en cours de refinancement et autres éléments		
80		
81	2 435 759	1 209 440
82	5 418 994	6 433 850

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de la municipalité et de la Régie de l'eau de L'île-Perrot dont la municipalité est membre, sont des régimes à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la municipalité et la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 6,5 % et 7 % respectivement du salaire brut versé à l'employé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>35 573</u>	<u>29 727</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 2

Description des régimes et autres renseignements

Certains employés bénéficient d'un régime enregistré d'épargne-retraite. L'employeur contribue selon les ententes contractuelles conclues avec les employés.

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		6 690

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97	2 415	2 323
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	8 142	7 823
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	3 290	3 049
100	11 432	10 872

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	1 927 715
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	275 900
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 203 615
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	506 827
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	2 710 442
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	47 159
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	10 407
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	2 768 008
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 768 008
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2015	2015	2015	2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 532 347	1 536 794	1 478 638
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	26 235	26 333	42 211
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 558 582	1 563 127	1 520 849
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	219 165	219 783	204 626
Égout	11	260 279	260 756	249 607
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	164 580	164 904	161 933
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 140	7 836	8 415
Service de la dette	18	22 128	20 304	25 735
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	673 292	673 583	650 316
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	673 292	673 583	650 316
	26	2 231 874	2 236 710	2 171 165

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33	12 216	11 025	11 166
Écoles primaires et secondaires	34	26 166	25 673	9 133
	35	38 382	36 698	20 299
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	38 382	36 698	20 299
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	38 382	36 698	20 299

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		585	585
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	16 812	20 725	20 725
Enlèvement de la neige	58			111
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		208	302
Réseau de distribution de l'eau potable	68		326	472
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	18 000	13 950	18 124
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	34 812	35 260	35 794
				19 009

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	34 812	35 260	35 794
				19 009

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	22 260	19 030	19 030
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	22 260	19 030	19 030
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		652	
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		652	
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	22 260	19 030	19 682
				15 009

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	5 970	3 665	6 259
Sécurité publique	183		4 813	6 000
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	475	3 265	885
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 000	1 000	1 284
Loisirs et culture	193	45 856	26 984	58 661
Réseau d'électricité	194			
	195	53 301	39 727	73 089
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	75 561	58 757	88 098
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	3 150	6 537	3 140
Droits de mutation immobilière	198	59 980	63 647	78 239
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	63 130	70 184	81 379
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 000	5 118	2 096
INTÉRÊTS	203	10 000	27 636	21 488
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		815	815
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	25 062	24 074	12 465
	212	25 062	24 889	12 465

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	98 641	92 056	1 827	93 883	93 883	101 396
Application de la loi	2	3 500	3 351		3 351	3 351	2 848
Gestion financière et administrative	3	435 777	448 553	5 531	454 084	454 084	413 032
Greffe	4						
Évaluation	5	23 154	24 836		24 836	24 836	19 792
Gestion du personnel	6						
Autres	7	10 325	9 622		9 622	9 622	9 778
	8	571 397	578 418	7 358	585 776	585 776	546 846
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	184 388	186 892		186 892	186 892	188 909
Sécurité incendie	10	260 712	291 061	78 196	369 257	369 257	316 677
Sécurité civile	11	282	297		297	297	8 608
Autres	12	3 150	3 478		3 478	3 478	3 111
	13	448 532	481 728	78 196	559 924	559 924	517 305
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	187 924	171 657	32 632	204 289	204 289	191 287
Enlèvement de la neige	15	57 589	59 594		59 594	59 594	51 563
Éclairage des rues	16	12 855	13 619	297	13 916	13 916	13 735
Circulation et stationnement	17	2 722	2 533		2 533	2 533	1 684
Transport collectif							
Transport en commun	18	74 707	66 897		66 897	66 897	66 997
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			2 808	2 808	2 808	2 808
	22	335 797	314 300	35 737	350 037	350 037	328 074

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	180 000	177 030	177 030	123 334	120 646
Réseau de distribution de l'eau potable	24	47 033	69 464	104 227	147 560	103 602
Traitement des eaux usées	25	210 831	179 443	269 200	269 200	316 337
Réseaux d'égout	26	68 153	61 623	81 422	81 422	90 308
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	52 599	53 300	53 300	53 300	52 190
Élimination	28	51 933	55 170	55 170	55 170	54 224
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	45 022	45 021	45 021	45 021	34 934
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	9 727	13 226	13 226	13 226	
Traitement	32					
Matériaux secs	33	627	1 282	1 282	1 282	904
Autres	34					
Plan de gestion	35					5 248
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	3 802	3 801	3 801	3 801	
Autres	39					
	40	669 727	659 360	144 319	803 679	793 316
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	13 392	13 390	13 390	13 390	13 391
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	13 392	13 390	13 390	13 390	13 391
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	86 842	85 556	85 556	85 556	64 437
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	14 153	14 130	14 130	14 130	12 099
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	100 995	99 686	99 686	99 686	76 536

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	46 809	51 787	4 732	56 519	47 455
Patinoires intérieures et extérieures	54	11 542	11 107		11 107	12 399
Piscines, plages et ports de plaisance	55	40 573	44 456	1 411	45 867	38 050
Parcs et terrains de jeux	56	96 927	81 189	8 079	89 268	97 555
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	4 383	7 678		7 678	7 748
Autres	59	12 250	8 087		8 087	12 958
	60	212 484	204 304	14 222	218 526	216 165
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	9 746	9 365		9 365	10 212
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	13 926	15 524		15 524	12 961
	66	23 672	24 889		24 889	23 173
	67	236 156	229 193	14 222	243 415	239 338
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	38 246	33 638		33 638	31 063
Autres frais	70					1 500
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 035	2 667		2 667	2 415
	73	41 281	36 305		36 305	34 978
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	241 415	279 832	(279 832)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2016-03-15

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 236 710
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		_____
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		_____
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____	10 _____
Revenus de taxes	11		2 236 710

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	2 236 710
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>2 236 710</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		58 006	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		7 836	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>65 842</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>2 170 868</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>187 960 800</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>188 163 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>188 062 050</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 170 868</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>188 062 050</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="3"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	<u> </u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	<u> </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			3 793
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			271
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	13 233	13 233	101 419
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	45 655	45 655	1 185 436
Édifices communautaires et récréatifs	14	419 592	419 592	2 593
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		241	1 279
Ameublement et équipement de bureau	18	17 681	17 681	30 187
Machinerie, outillage et équipement divers	19	18 156	21 109	38 235
Terrains	20	23 132	23 132	
Autres	21			
	22	537 449	540 643	1 363 213

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			3 793
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			271
Autres infrastructures	27	13 233	13 233	101 419
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	524 216	527 410	1 257 730
	34	537 449	540 643	1 363 213

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 218 285	1 339 000	107 788	2 449 497
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	8 858		8 858	
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 227 143	1 339 000	116 646	2 449 497
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	33 193		33 193	
Réserves financières et fonds réservés	10	7 562	321	7 883	
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	48 183		19 885	28 298
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 120 502	1 338 679	51 720	2 407 461
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 209 440	1 339 000	112 681	2 435 759
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	17 703		3 965	13 738
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	17 703		3 965	13 738
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	17 703		3 965	13 738
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	17 703		3 965	13 738
	26	1 227 143	1 339 000	116 646	2 449 497
Dette en cours de refinancement					
Reclassement / Redressement	27	()		()	
	28				
	29	1 227 143	1 339 000	116 646	2 449 497

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	500	501	500
Évaluation	2	22 904	19 346	19 569
Autres	3	14 263	14 378	16 024
Sécurité publique				
Police	4	10 523	11 220	13 655
Sécurité incendie	5	2 660	2 661	1 538
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	372	367	372
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	180 000	177 030	363
Matières résiduelles	12	54 551	54 549	40 182
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	13 392	13 390	13 391
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	17 627	17 628	17 520
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	14 153	14 130	12 099
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	13 926	15 524	12 961
Réseau d'électricité				
	24			
	25	344 871	340 724	163 694
				148 174

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	161 389	34 460	195 849
Professionnels	2	2,00	35,00	49 775	12 841	62 616
Cols blancs	3	5,00	35,00	129 691	37 463	167 154
Cols bleus	4	12,00	40,00	209 420	58 616	268 036
Policiers	5					
Pompiers	6	24,00	1,00	170 981	22 207	193 188
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	46,00		721 256	165 587	886 843
Élus	9	7,00		65 595	11 633	77 228
	10	53,00		786 851	177 220	964 071

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	31 341			3 919	35 260
	17	31 341			3 919	35 260

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	3 351	27		53	3 351	79		105	3 351	131
Évaluation	2	24 836	28		54	24 836	80		106	24 836	132
Autres	3	550 231	29	7 358	55	557 589	81	3 665	107	553 924	133
	4	578 418	30	7 358	56	585 776	82	3 665	108	582 111	134
Sécurité publique											
Police	5	186 892	31		57	186 892	83		109	186 892	135
Sécurité incendie	6	291 061	32	78 196	58	369 257	84	23 843	110	345 414	136
Sécurité civile	7	297	33		59	297	85		111	297	137
Autres	8	3 478	34		60	3 478	86		112	3 478	138
	9	481 728	35	78 196	61	559 924	87	23 843	113	536 081	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	171 657	36	32 632	62	204 289	88		114	204 289	140
Enlèvement de la neige	11	59 594	37		63	59 594	89		115	59 594	141
Autres	12	16 152	38	297	64	16 449	90		116	16 449	142
Transport collectif	13	66 897	39		65	66 897	91		117	66 897	143
Autres	14		40	2 808	66	2 808	92		118	2 808	144
	15	314 300	41	35 737	67	350 037	93		119	350 037	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	177 030	42		68	177 030	94		120	177 030	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	69 464	43	34 763	69	104 227	95	1 840	121	102 387	147
Traitement des eaux usées	18	179 443	44	89 757	70	269 200	96		122	269 200	148
Réseaux d'égout	19	61 623	45	19 799	71	81 422	97		123	81 422	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	108 470	46		72	108 470	98		124	108 470	150
Matières recyclables	21	59 529	47		73	59 529	99	1 425	125	58 104	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	3 801	50		76	3 801	102		128	3 801	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	659 360	52	144 319	78	803 679	104	3 265	130	800 414	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	13 390	172	187	13 390	202	217		13 390	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218			233	
Autres	159		174	189		204	219			234	
	160	13 390	175	190	13 390	205	220		13 390	235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	85 556	176	191	85 556	206	1 000	221	84 556	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222			237	
Promotion et développement économique	163	14 130	178	193	14 130	208	223		14 130	238	
Autres	164		179	194		209	224			239	
	165	99 686	180	195	99 686	210	1 000	225	98 686	240	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	204 304	181	14 222	218 526	211	26 834	226	191 692	241	1 642
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	9 365	182	197	9 365	212	150	227	9 215	242	
Autres	168	15 524	183	198	15 524	213		228	15 524	243	
	169	229 193	184	14 222	243 415	214	26 984	229	216 431	244	1 642
Réseau d'électricité											
	170		185	200		215	230			245	
	171	2 376 075	186	279 832	2 655 907	216	58 757	231	2 597 150	246	36 305

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	537 449	1 360 495
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	537 449	1 360 495

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	222 099	275 973
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	222 099	275 973
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	104 243	140 965
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(64 955)	(82 739)
Activités d'investissement	6	(109 930)	(99 715)
Excédent de fonctionnement affecté	7		(12 385)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(70 642)	(53 874)
Solde à la fin de l'exercice	12	151 457	222 099
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		50 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	25 469	13 084
Solde redressé au début de l'exercice	15	25 469	63 084
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(25 469)	(50 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		12 385
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(25 469)	(37 615)
Solde à la fin de l'exercice	22		25 469
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	110 149	89 864
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	110 149	89 864
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	21 324	29 028
Activités d'investissement	27	(93 471)	(8 743)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	11 105	
	30	(61 042)	20 285
Solde à la fin de l'exercice	31	49 107	110 149

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(627 )	(	(641))
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	(627 )	(	(641))
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	(()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	(()
Autres	37	()	(()
Régimes non capitalisés	38	()	(()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites				
d'enfouissement	39	()	(()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	(()
Mesures transitoires relatives à la TVQ				
Utilisation du fonds général	41	()	(()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	(()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	(()
Autres	44	()	(()
	45	()	(()
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	(()
Autre financement	47	()	(()
	48	()	(()
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	(625)		(14)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50			
	51	(625)		(14)
Solde à la fin de l'exercice	52	(2 )	(	(627))
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53	(1 269 747)		(300 731)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54			
Solde redressé au début de l'exercice	55	(1 269 747)		(300 731)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	1 004 952		(969 016)
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57			
Excédent de fonctionnement affecté	58			
Réserves financières et fonds réservés	59	(11 105)		
	60	993 847		(969 016)
Solde à la fin de l'exercice	61	(275 900)		(1 269 747)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	5 995 214		5 098 596
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			
Solde redressé au début de l'exercice	64	5 995 214		5 098 596
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	65			
Excédent de fonctionnement affecté	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	(1 033 029)		896 618
Solde à la fin de l'exercice	68	4 962 185		5 995 214

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>215 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>215 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>215 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	11 105	5 () 6	7	11 105
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 () 13	14		
	15	16	17	18	11 105	19 () 20	21	11 105

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 | □ 8 | □ 5 | □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 | □ 8 | □ 5 | □ 5 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 9 | □ 7 | □ 3 | □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 9 | □ 3 | □ 0 | □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 9 | □ 1 | □ 1 | □ 1 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 0 | □ 1 | □ 4 | □ 0 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	2 2 9 , 0 0	\$
Égout	2	2 9 0 , 0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	1 9 5 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe d'eau pour consommation excédant le niveau de consommation ordinaire	,9100	7	par mètre cube
Eau piscine	75,0000	4	
Égout	16 099,0000	4	
Améliorations locales:			
Règlement # 378	16,1212	3	
Règlement # 379	4,7623	3	
Règlement # 469	11,8582	3	
Règlement # 614	,0128	1	
Règlement # 625	,0012	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 74, 7ième Avenue
(no) (rue)
Terrasse-Vaudreuil J7V 3M9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-8120
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-1180
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@terrasse-vaudreuil.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Ronald Kelley

Téléphone (514) 453-8120
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-1180
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ron.kelley@terrasse-vaudreuil.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Ronald Kelley , atteste que le rapport financier consolidé de Terrasse-Vaudreuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Terrasse-Vaudreuil .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Terrasse-Vaudreuil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Terrasse-Vaudreuil détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (199 000) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1543 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-07 13:22:06

Date de transmission au Ministère : 2016/04/13

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Terrasse-Vaudreuil

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	2 414 144	2 482 821	2 495 252	179 079	2 497 301
Investissement	2					
	3	2 414 144	2 482 821	2 495 252	179 079	2 497 301
Charges	4	2 557 760	2 658 692	2 692 212	181 119	2 696 301
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(143 616)	(175 871)	(196 960)	(2 040)	(199 000)
Moins : revenus d'investissement	6	()	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(143 616)	(175 871)	(196 960)	(2 040)	(199 000)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	242 284	241 415	279 832	44 944	324 776
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(42 007)	(36 658)	(52 758)	(59 923)	(112 681)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(19 421)	()	()	(145)	(145)
Excédent (déficit) accumulé	12	103 725	(28 886)	69 725	19 771	89 496
Autres éléments de conciliation	13			4 404		4 404
	14	284 581	175 871	301 203	4 647	305 850
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	140 965		104 243	2 607	106 850

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015		2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	304 411	437 583	465 517	321 977
Autres	2	255 996		88 356	360 582
	3	560 407	437 583	553 873	682 559
Passifs					
Dette à long terme	4	641 473	1 927 715	2 444 391	1 220 242
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5				
Autres	6	1 566 702	563 557	598 113	1 585 049
	7	2 208 175	2 491 272	3 042 504	2 805 291
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(1 647 768)	(2 053 689)	(2 488 631)	(2 122 732)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	6 636 687	6 889 900	7 854 753	7 643 290
Autres	10	94 892	50 640	56 222	100 786
	11	6 731 579	6 940 540	7 910 975	7 744 076
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	222 099	151 457	212 316	222 099
Excédent de fonctionnement affecté	13	25 469		3 440	109 500
Réserves financières et fonds réservés	14	110 149	49 107	64 311	126 669
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	(627)) (	(2)) (	(2)) (	208)
Financement des investissements en cours	16	(1 269 747)	(275 900)	(276 719)	(1 270 566)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	5 995 214	4 962 185	5 418 994	6 433 850
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18				
	19	5 083 811	4 886 851	5 422 344	5 621 344

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	Excédent-taxation règlements		25 469
-			
-			
-			
-			
-			
-			
-			
-			
-			
			25 469
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
		3 440	84 031
		3 440	109 500
Réserves financières			
Fonds réservés			
		64 311	126 669
		67 751	236 169

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	2 171 165	2 231 874	2 236 710	2 236 710
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 299	38 382	36 698	36 698
Quotes-parts	3				
Transferts	4	18 235	34 812	35 260	35 794
Services rendus	5	88 098	75 561	58 757	59 409
Autres	6	116 347	102 192	127 827	128 690
	7	2 414 144	2 482 821	2 495 252	2 497 301
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10				
Autres	11				
	12				
	13	2 414 144	2 482 821	2 495 252	2 497 301

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	23 154	24 836		24 836	19 792
Autres	2	548 243	553 582	7 358	560 940	527 054
Sécurité publique						
Police	3	184 388	186 892		186 892	188 909
Sécurité incendie	4	260 712	291 061	78 196	369 257	316 677
Autres	5	3 432	3 775		3 775	11 719
Transport						
Réseau routier	6	261 090	247 403	32 929	280 332	258 269
Transport collectif	7	74 707	66 897		66 897	66 997
Autres	8			2 808	2 808	2 808
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	506 017	487 560	144 319	631 879	630 893
Matières résiduelles	10	159 908	167 999		167 999	147 500
Autres	11	3 802	3 801		3 801	
Santé et bien-être	12	13 392	13 390		13 390	13 391
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	86 842	85 556		85 556	64 437
Promotion et développement économique	14	14 153	14 130		14 130	12 099
Autres	15					
Loisirs et culture	16	236 156	229 193	14 222	243 415	239 338
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	41 281	36 305		36 305	34 978
Amortissement des immobilisations	19	241 415	279 832	(279 832)		
	20	2 658 692	2 692 212		2 692 212	2 534 861

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3